

LA LETTRE DU C.E.P.I.I.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

52, RUE SAINT-DENIS, 75001 PARIS
TEL. : 233-71-36

N° 4

Octobre 1979

L'Europe de l'Est dans la crise.

La croissance économique connaît actuellement en U.R.S.S. et en Europe centrale (1) un net ralentissement : en 1978 la progression de la production industrielle y a été à peine supérieure à celle de l'O.C.D.E. (5,2 % contre 4,8 %), et tous les plans économiques à court terme indiquent que cette décélération se poursuivra au moins jusqu'en 1980.

En même temps, les tensions inflationnistes se font de plus en plus fortes et se manifestent désormais ouvertement dans certains pays. L'indice des prix à la consommation fait apparaître en Pologne (en 1978 + 8,5 %) et en Hongrie (en 1979 + 9 % au moins) des hausses voisines de celles que l'on observe dans les économies occidentales.

La crise économique mondiale affecte en effet, avec quelque retard, l'Europe de l'Est : en mettant en lumière des tendances à l'essoufflement de la croissance et en aggravant les tensions inflationnistes, elle ne fait que révéler les faiblesses latentes de ces économies.

1
Une
croissance
ralentie

Le ralentissement de la croissance économique en Europe de l'Est, perceptible depuis 1970, se précise plus nettement à partir de 1976 (tableau 1). Pendant la première moitié des années 70, les pays d'Europe de l'Est avaient en effet profité de l'offre massive de crédits occidentaux pour accélérer leurs importations en provenance de l'Ouest (2). L'amplification de leur déficit commercial et de leur endettement avait ainsi contribué à masquer la détérioration des conditions internes de la croissance des économies Est-Européennes (3).

Dans la stratégie économique suivie par les pays de l'Est jusqu'au milieu des années 70, cette importation accélérée d'équipements occidentaux devait notamment permettre une expansion de leurs capacités d'exportation vers l'Ouest, et donc, à terme, assurer l'équilibre de leurs balances des paiements. Mais cet objectif n'a pas été soutenu par une politique active d'insertion dans les échanges internationaux. Faute d'une véritable stratégie de spécialisation et de conquête des marchés extérieurs (4), leurs possibilités de ventes à l'Ouest sont loin de s'être développées au rythme espéré. La crise économique internationale accentue au contraire les difficultés traditionnelles des pays Est-Européens à exporter vers l'Ouest.

La politique d'endettement extérieur ayant abouti à une impasse, le rééquilibrage des balances commerciales avec l'Ouest, au prix d'une sévère restriction des importations, est devenu depuis 1976 une des contraintes majeures des politiques économiques menées par les pays de l'Est. Bien qu'ils n'aient pas épuisé les possibilités de financement extérieur (la plupart d'entre eux continuent de disposer de crédits à des conditions favorables), ces pays s'efforcent de mettre un terme à la progression de leurs importations pour éviter de se trouver confrontés à des déséquilibres commerciaux excessifs qui, à long terme, entraîneraient une véritable contrainte financière extérieure.

(1) On entend par « Europe de l'Est » la région constituée par l'U.R.S.S. et les pays d'Europe centrale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, R.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie).

(2) Cf. « Les conditions d'expansion de l'endettement des pays de l'Est », C.E.P.I.I., ronéoté, janvier 1979.

(3) Cf. « Les objectifs et réalisations des plans 1976-1980 en Europe de l'Est », C.E.P.I.I., ronéoté, janvier 1979.

(4) Voir Lettre du C.E.P.I.I. n° 3.

TABLEAU 1

Evolution
de la production
industrielle
Est-Européenne
et du commerce
Est-Ouest

Taux de croissance annuels	1966-1970 moyenne	1971-1975 moyenne	1976	1977	1978
Production industrielle de l'Europe de l'Est	8,4	7,7	5,5	6,0	5,2
— Dont U.R.S.S.	8,5	7,4	4,8	5,7	4,8
Importations de l'Europe de l'Est en provenance de l'Ouest (*)	11	31	6	0	17
Exportations vers l'Ouest de l'Europe de l'Est (*)	11	23	18	13	12

(*) En valeur dollars.

Source : O.N.U., Commission économique pour l'Europe. Etudes sur la situation économique de l'Europe.

TABLEAU 2

Evolution
des investissements (*)
en Europe de l'Est

Taux de croissance annuels	1971-1975 moyenne	1976	1977	1978	1979 (plans)
Bulgarie	8,6	0,7	14,5	— 5,6	5,2
Hongrie	7,1	— 0,3	14,4	4,0	0,0
Pologne	18,4	2,2	4,3	1,0	— 8,8
R.D.A.	4,7	8,4	6,8	3,0	5,6
Roumanie	11,5	8,3	11,7	16,2	9,1
Tchécoslovaquie	8,0	4,4	5,7	6,5	2,4
U.R.S.S.	7,0	4,5	3,6	5,2	2,6

(*) Formation brute de capital fixe.

Source : Annuaire statistique des pays du C.A.E.M.

O.N.U. : Commission économique pour l'Europe. Etudes sur la situation économique de l'Europe en 1978.

Le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur avec l'Ouest retentit sur les performances économiques internes, surtout dans les pays d'Europe centrale, relativement dépendants du commerce extérieur, où le freinage brutal des importations d'équipements occidentaux a des répercussions directes sur la progression des investissements. Le ralentissement des importations en provenance de l'Ouest réduit en effet la progression des ressources disponibles pour les besoins intérieurs : en raison du caractère difficilement compressible du niveau de consommation actuel de la population, c'est la politique d'investissement qui se trouve considérablement freinée.

Les économies Est-Européennes se caractérisent ainsi, depuis 1976, par une progression ralentie des investissements (tableau 2) qui doit se poursuivre au moins jusqu'en 1980. L'impact de cette décélération sur le rythme de la croissance économique pourrait être d'autant plus important, à l'avenir, que l'efficacité des investissements risque de pâtir de la réduction des apports de technologie occidentale.

2 Des tensions inflationnistes aggravées

Dans la plupart des économies Est-Européennes, la fixation planifiée des prix assure, en principe, leur stabilité et réprime tout phénomène d'inflation « ouverte » : Il existe en effet un cloisonnement, plus ou moins rigide, entre les prix à la production et les prix à la consommation, de même qu'entre les prix extérieurs et les prix intérieurs. Le déséquilibre de l'offre et de la demande sur le marché intérieur des biens de consommation est traditionnel : il reflète une maîtrise imparfaite de la progression des revenus de la population, les défaillances endémiques de la production agricole, et les insuffisances de l'industrie des biens de consommation ; mais il se manifeste par l'existence de files d'attente, d'épargne forcée, par des hausses « cachées » de prix qui n'apparaissent pas dans l'indice officiel, et par le développement du marché noir.

Dans les petits pays Centre-Européens, où le commerce extérieur joue un rôle important, les politiques actuelles de rééquilibrage des balances commerciales avec l'Ouest entraînent une relative compression des ressources internes, qui aggrave les tensions inflationnistes. En outre, ces pays d'Europe centrale se sont trouvés confrontés à une *détérioration de leurs termes de l'échange avec l'U.R.S.S.*, qui leur impose des efforts accrus d'exportation : quoique la hausse du prix de l'énergie livrée aux pays Centre-Européens par l'Union soviétique (5) ait été moins brutale que celle intervenue sur le marché mondial en 1973 et 1974, le prix du pétrole a quadruplé de 1974 à 1979 et s'aligne progressivement sur le prix mondial (tableau 3).

Le fait que pour nombre de pays d'Europe centrale les produits alimentaires — ainsi que les biens de consommation durables — soient une des « monnaies d'échange » importantes dans leur commerce extérieur, avec l'U.R.S.S. comme avec l'Ouest, conduit à des *ponctions sur le marché intérieur* de ces produits, déjà marqué par la pénurie. Au cours de ces dernières années, la masse des biens et services offerts à la population a très fréquemment progressé plus lentement que les revenus monétaires de celle-ci.

Jusqu'en 1978 la plupart des pays ont pourtant maintenu, malgré des hausses ponctuelles, la relative stabilité de l'indice des prix de détail. Mais la généralisation des hausses en 1979, et leur ampleur, indiquent que l'aggravation des pressions inflationnistes tend à faire céder les barrières traditionnelles. En Hongrie et en Pologne, où les déséquilibres de l'offre et de la demande s'expriment plus ouvertement et où joue par ailleurs une certaine liaison entre prix extérieurs et prix intérieurs, le taux d'inflation s'élève rapidement (6). La hausse des prix des biens de consommation qui s'y manifeste donne une mesure vraisemblable des tensions qui sont réprimées dans les autres pays (tableau 4).

TABLEAU 3

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Prix du pétrole sur le marché mondial et prix du pétrole soviétique livré à l'Europe centrale									
Prix du pétrole sur le marché mondial (1) \$/T	8,4	11,4	16,5	62,6	75,8	91,2	91,3	94,6	»
Prix de vente du pétrole soviétique à l'Europe centrale (*) \$/T	15	18,7	21,7	23,9	30,2 42,5	36,9 46,6	51,5 60,1	67,5 75,8	89,4

(1) Arabie saoudite, Rastanura. 34° API.

De 1971 à 1975, il s'agit du prix moyen d'enlèvement qui diffère fortement du prix affiché.

(*) Source : Deutsches Institut für wirtschaftsforschung. Wochenbericht 2/1977.
A partir de 1975 : estimations.

TABLEAU 4

Taux de croissance annuels	1971-1975 moyenne	1976	1977	1978	1979
Bulgarie	0,4	0,2	0,4	»	
Hongrie	2,8	5,3	4,0	4,6	9,0 (*)
Pologne	2,0	4,4	4,9	8,5	
R.D.A.	— 0,2	0,0	— 0,2	»	
Roumanie	0,6	0,8	0,5	2,2	
Tchécoslovaquie	0,1	0,8	0,8	1,2	
U.R.S.S.	0,0	0,0	0,3	»	

(*) Estimation, minimale, des autorités hongroises.

Source : O.N.U., Commission économique pour l'Europe. Etudes sur la situation économique de l'Europe.

(5) Rappelons que celle-ci assure environ 80 % de leur approvisionnement extérieur en énergie.

(6) Certaines sources privées Est-Européennes font même état d'une hausse réelle des prix de détail de 20 %, dans ces deux pays, entre l'été 1978 et l'été 1979.

3
Des faiblesses
révélées

La crise économique mondiale révèle ainsi les faiblesses latentes des pays d'Europe de l'Est, puisqu'elle limite leur possibilité de recourir à la technologie et aux crédits occidentaux pour pallier les déficiences de leurs économies. Ceci les contraint à porter désormais leur effort sur l'amélioration des conditions internes de leur activité économique.

A cet égard, cependant, le redressement de la situation paraît extrêmement difficile, en raison des phénomènes qui pèsent sur la croissance économique Est-Européenne depuis les années 60 : baisse de l'efficacité marginale du capital (due notamment aux efforts consacrés à une agriculture attardée), décélération de la productivité du travail, croissance ralentie de la population active. Les réformes économiques entreprises jusqu'à présent n'ont pas permis de trouver de véritables solutions à ces problèmes internes.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs des pays de l'Est sont susceptibles de prendre deux orientations. Leurs difficultés d'insertion dans le commerce international les portent naturellement à privilégier leur commerce mutuel, l'Union soviétique ayant renforcé sa position à la faveur de la crise énergétique. L'autre choix possible serait celui d'une stratégie plus cohérente d'ouverture, qui ferait notamment une large place aux investissements directs des firmes transnationales.

Vient de paraître



Revue trimestrielle du C.E.P.I.I.
Octobre 1979 (*)

Stratégies économiques à l'Ouest et à l'Est.

Les péripéties de l'actualité quotidienne masquent les mutations rapides de l'économie mondiale depuis une dizaine d'années. Les deux premiers articles de ce numéro projettent ces mutations sur les deux prochaines décennies. Les deux articles suivants placent la C.E.E. dans les investissements américains à l'étranger et dans les échanges Est-Ouest.

— Six « scénarios 2000 » du groupe Interfuturs de l'O.C.D.E. montrent les conséquences économiques de stratégies de coopération ou de rivalité entre les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et les pays du Sud (M. Courcier).

— Les difficultés internes et ricochets de la crise occidentale n'épargnent pas les pays socialistes d'Europe : réformisme, radicalisme et continuité sont trois avenir possibles (G. Wild).

— Pourquoi les investissements américains à l'étranger marquent-ils le pas depuis 1971 ? Est-ce attentisme, redéploiement vers les pays du Sud, repli sur le continent américain ? (D. de Laubier, A. Richemond).

— Pourquoi les pays de la C.E.E. perdent-ils du terrain sur les marchés de l'Europe de l'Est ? (F. Lemoine).

(*) En vente à la Documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, Quai Voltaire 75340 PARIS CEDEX 07
Tél. : 261-50-10. — Télex 204 826 DOCFRAN PARIS

Directeur de la publication : J.L. Crémieux-Brilhac.
Rédacteur en chef : Gérard Lafay.

Dépôt légal - 4^e trimestre 1979
Imprimé en France
Imprimerie L.-I. R.
A.M. 2122